Crédits supplémentaires pour 2017 (1^{ère} série)

Préavis N° 2017/17

Lausanne, le 4 mai 2017

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous vous soumettons, ci-après, le tableau de la première série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2017, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif.

A. Budget de fonctionnement	CHF	<i>Revenus de fonctionnement</i> CHF
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 2 du préavis)</i>	<u>3'170'800.00</u>	<u>3'066'700.00</u>
B. Autorisations d'achats		<i>Recettes</i>
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 17 du préavis)</i>	<u>22'000.00</u>	<u>0.00</u>
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		<i>Recettes d'investissement</i>
Total des crédits complémentaires <i>(détail en page 18 du préavis)</i>	<u><u>53'700.00</u></u>	<u><u>0.00</u></u>

A. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Total des crédits supplémentaires par direction et par nature :

	DIRECTIONS							TOTAL PAR NATURE
	Culture et développement urbain	Sécurité et économie	Sports et cohésion sociale	Logement, environnement et architecture	Enfance, jeunesse et quartiers	Finances et mobilité	Services industriels	
301 Traitements	22'600	227'100		-27'900		-190'800	0	31'000
303 Cotisations aux assurances sociales	2'000	19'800		-2'400		-16'400	0	3'000
304 Cotisations à la caisse de pensions	400	31'200		-3'800		-27'300	0	500
305 Assurance-accidents		200					0	200
310 Imprimés et fournitures de bureau	33'900	-15'000						18'900
311 Achats d'objets mobiliers et d'installations		166'100	31'100				564'400	761'600
313 Marchandises		-52'000						-52'000
314 Entretien des biens immobiliers		134'600						134'600
315 Entretien d'objets mobiliers et d'installations		-19'900						-19'900
316 Loyers et redevances d'utilisation			-16'200					-16'200
318 Autres prestations de tiers	10'600	105'400	-14'900	168'000				269'100
319 Impôts, taxes et frais divers		1'920'000					120'000	2'040'000
Total des charges	69'500	2'517'500	0	133'900	0	-234'500	684'400	3'170'800
410 Patentes, concessions		-180'600				180'600		0
427 Revenus des biens du patrimoine administratif		-290'000				290'000		0
434 Redevances et prestations facturées		-55'000						-55'000
436 Dommages de tiers	-25'000	-25'600					0	-50'600
438 Prestations facturées aux crédits d'investissements							-564'400	-564'400
439 Autres recettes	-44'500	-1'924'200						-1'968'700
451 Participation du Canton aux charges		-140'000						-140'000
480 Prélèvements sur les réserves			-168'000				-120'000	-288'000
Total des revenus	-69'500	-2'615'400	-168'000	0	0	470'600	-684'400	-3'066'700
TOTAL PAR DIRECTION	0	-97'900	-168'000	133'900	0	236'100	0	104'100
Page du préavis	page 3	page 5	page 11	page 13	page 14	page 14	page 15	

1. CULTURE ET DEVELOPPEMENT URBAIN

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES	
		1401	TOTAL
		Service de la culture	PAR NATURE
NATURE	301 Traitements	22'600	22'600
	303 Cotisations aux assurances sociales	2'000	2'000
	304 Cotisations à la caisse de pensions	400	400
	310 Imprimés et fournitures de bureau	33'900	33'900
	318 Autres prestations de tiers	10'600	10'600
	Total des charges	69'500	69'500
	436 Dédommagements de tiers	-25'000	-25'000
	439 Autres recettes	-44'500	-44'500
	Total des revenus	-69'500	-69'500
	TOTAL CULTURE ET DEVELOPPEMENT URBAIN	0	0
Page du préavis		page 3	

1401 Service de la culture

		Budget	Crédit suppl.
1401.301	Traitements	CHF 6'030'200.-	CHF 22'600.-
1401.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 516'500.-	CHF 2'000.-
1401.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF 773'800.-	CHF 400.-
1401.436	Dédommagements de tiers	CHF 0.-	CHF -25'000.-

Congé maternité de deux collaboratrices du mudac

Le 10 octobre 2016, une collaboratrice du mudac a débuté son congé maternité et repris le travail le 9 mars 2017 après un congé supplémentaire d'un mois pour l'allaitement. Le 26 février dernier, une deuxième collaboratrice a débuté son congé maternité et envisage de reprendre son activité après un congé supplémentaire d'un mois pour l'allaitement, soit le 25 juillet.

L'engagement d'une auxiliaire pour remplacer ces deux collaboratrices s'est avéré indispensable afin d'assurer la continuité et la bonne marche du musée.

Ces charges seront compensées par les allocations fédérales de maternité qui s'élèvent à CHF 25'000.- (rubrique 1401.436).

		Budget		Crédit suppl.	
1401.310	Imprimés et fournitures de bureau	CHF	489'800.-	CHF	33'900.-
1401.318	Autres prestations de tiers	CHF	397'000.-	CHF	10'600.-
1401.439	Autres recettes	CHF	0.-	CHF	-44'500.-

Sponsoring : mudac

Le sponsoring obtenu à ce jour par le mudac de la part d'un mécène de la Collection d'art verrier, se monte à CHF 44'500.-. Ce montant est destiné à des annonces publicitaires dans différents médias afin de faire mieux connaître cette collection de renommée internationale, ainsi qu'à un mandat confié pour la réévaluation de ladite collection.

2. SECURITE ET ECONOMIE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES						TOTAL PAR NATURE	
		2200 Commerce, manifestations, séjour	2300 Service du contrôle des habitants	2410 Corps de police	2500 Secours et incendie	2501 Protection civile	2502 Groupe sanitaire		
NATURE	301	Traitements	190'800	30'000	-41'200	68'100	-40'200	19'600	227'100
	303	Cotisations aux assurances sociales	16'400	2'600	-3'300	5'800	-3'400	1'700	19'800
	304	Cotisations à la Caisse de pensions	27'300	1'900	-5'500	9'200	-5'400	3'700	31'200
	305	Assurance-accidents						200	200
	310	Imprimés et fournitures de bureau			-15'000				-15'000
	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations		70'000	73'600	22'500			166'100
	313	Marchandises			-52'000				-52'000
	314	Entretien des biens immobiliers			17'100	117'500			134'600
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations			-19'900				-19'900
	318	Autres prestations de tiers			50'400	55'000			105'400
	319	Impôts, taxes et frais divers			50'000	1'870'000			1'920'000
		Total des charges	234'500	104'500	54'200	2'148'100	-49'000	25'200	2'517'500
	410	Patentes, concessions	-180'600						-180'600
	427	Revenus des biens du patrimoine administratif	-290'000						-290'000
	434	Redevances et prestations facturées				-55'000			-55'000
	436	Dédommagements de tiers		-16'000				-9'600	-25'600
	439	Autres recettes			-54'200	-1'870'000			-1'924'200
451	Participation du Canton aux charges d'exploitation				-140'000			-140'000	
	Total des revenus	-470'600	-16'000	-54'200	-2'065'000	0	-9'600	-2'615'400	
	TOTAL SECURITE ET ECONOMIE	-236'100	88'500	0	83'100	-49'000	15'600	-97'900	
	Page du préavis	page 6	page 6	page 6	page 8	page 10	page 10		

220 Service de l'économie**2200 Commerce, manifestations, séjour**

		Budget		Crédit suppl.	
2200.301	Traitements	CHF	3'620'600.-	CHF	190'800.-
2200.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF	311'200.-	CHF	16'400.-
2200.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF	498'000.-	CHF	27'300.-
2200.410	Patentes, concessions	CHF	-1'900'000.-	CHF	-180'600.-
2200.427	Revenus des biens du patrimoine administratif	CHF	-2'870'000.-	CHF	-290'000.-

Transfert de l'activité de gestion des procédés de réclame

Dans le cadre de la législature 2016-2021, l'activité de gestion des procédés de réclame gérée par l'Office de la signalétique urbaine est transférée au Service de l'économie dès le 1^{er} janvier 2017. Cela concerne les ept de deux inspecteurs, ainsi que les recettes relatives à ce domaine, soit les émoluments d'autorisation et les redevances d'utilisation du domaine public.

Voir aussi sous 6920 « Service des routes et de la mobilité ».

2300 Service du contrôle des habitants

		Budget		Crédit suppl.	
2300.301	Traitements	CHF	3'554'800.-	CHF	30'000.-
2300.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF	305'600.-	CHF	2'600.-
2300.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF	489'200.-	CHF	1'900.-
2300.436	Dédommagements de tiers	CHF	-3'000.-	CHF	-16'000.-

Engagement d'une auxiliaire durant cinq mois

Une collaboratrice du Bureau des étrangers est absente depuis le 11 décembre 2016 pour un congé maternité de quatre, voire cinq mois, en cas d'allaitement. Ce secteur étant déjà fortement diminué par une absence de longue durée, il est indispensable, pour assurer la bonne marche du service public, de pouvoir bénéficier de l'apport d'une auxiliaire durant les cinq mois d'absence prévisible de la titulaire du poste. Une recette concomitante d'environ CHF 16'000.- sera enregistrée en 2017 sous la rubrique 2300.436 « Dédommagements de tiers », au titre des allocations pour perte de gain versées par la Caisse de compensation.

		Budget		Crédit suppl.	
2300.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	81'800.-	CHF	70'000.-

Dépense informatique budgétisée dans l'exercice 2016, à réaliser en 2017

Le Service du contrôle des habitants (CH) a porté à son budget 2016, rubrique 2300.311, un montant de CHF 70'000.- pour la réalisation d'évolutions informatiques. Or, compte tenu des priorités du Service d'organisation et d'informatique sur d'autres projets, le CH n'a pas pu procéder aux développements de ses projets informatiques prévus en 2016.

2410 Corps de police

		Budget		Crédit suppl.	
2410.301	Traitements	CHF	70'450'100.-	CHF	-41'200.-
2410.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF	6'047'000.-	CHF	-3'300.-
2410.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF	10'288'800.-	CHF	-5'500.-
2410.319	Impôts, taxes et frais divers	CHF	457'100.-	CHF	50'000.-

Partenariat avec la police roumaine – Accueil d'un policier roumain au sein du Corps de police

La présente demande fait suite à la décision municipale du 2 juillet 2015 d'accueillir un policier roumain en stage au Corps de police dès le 1^{er} septembre 2015. Plusieurs stages se sont dès lors enchaînés. Vu les retours très positifs, il est prévu que l'expérience soit prolongée. Il n'est

toutefois pas possible de pérenniser cette démarche de manière certaine, chaque stage étant négocié avec les autorités roumaines au coup par coup.

Ces policiers roumains bénéficient d'un statut de stagiaire au sein du Corps de police et restent salariés de la police roumaine. Selon le plan de collaboration entre les deux entités, le Service assume les frais suivants :

- frais généraux de voyage jusqu'à un montant de CHF 1'000.- par tranche de 3 mois ;
- frais de logement mensuels de CHF 785.- ;
- compensation du coût de la vie d'un montant de CHF 100.- par jour civil durant la mission.

La présente demande comprend la présence d'un stagiaire tout au long de l'année 2017, selon les intentions négociées jusqu'à maintenant avec les autorités roumaines.

Bien que les dépenses considérées aient un caractère de charge de personnel, elles doivent être imputées sous rubrique 2410.319 vu le statut particulier de ce stagiaire. Conformément à la décision de la Municipalité du 2 juillet 2015, cette dépense imprévue peut être compensée par une disponibilité suffisante sur la masse salariale du Corps de police.

		Budget		Crédit suppl.	
2410.310	<i>Imprimés et fournitures de bureau</i>	CHF	271'600.-	CHF	-15'000.-
2410.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	564'900.-	CHF	15'000.-

Localisation de cycles volés

Le projet de mise en place d'un réseau de détection de cycles annoncés volés, préalablement équipés de balises électroniques, en ville de Lausanne (rapport-préavis 2015/90 - Locate my bike - La Ville met la puce à la petite reine) nécessite l'acquisition de bornes de détection. Ces équipements permettront la localisation des cycles annoncés comme volés dans un certain rayon et une intervention policière pour récupérer le cycle et tenter d'identifier, voire d'interpeler l'auteur du vol.

Ce projet, mené en collaboration avec le Service d'organisation et d'informatique et le Service des routes et de la mobilité, a connu plusieurs phases d'ajustement et de dimensionnement qui ne permettaient pas de déterminer les coûts finalement à la charge des services cités et du Corps de police.

Le Corps de police assume l'acquisition des bornes de détection et propose en compensation une économie sur l'acquisition d'imprimés.

		Budget		Crédit suppl.	
2410.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	564'900.-	CHF	52'000.-
2410.313	<i>Marchandises</i>	CHF	1'599'100.-	CHF	-52'000.-

Terminaux pour le contrôle du stationnement

Le projet de paiement par application sur téléphone mobile du parcage sur le domaine public piloté par le Service des routes et de la mobilité (RM) nécessite de changer les terminaux équipant les assistants de sécurité publique assurant le contrôle dudit parcage.

Une partie du changement du parc d'appareils a été financé par RM. Une autre partie est financée par le budget annuel du Corps de police prévu pour le renouvellement courant des appareils. La présente demande concerne la partie du changement ne pouvant être assumée par le budget courant sans préjudice des achats nécessaires à la bonne marche du service.

L'effectif des aspirants de police débutant leur formation cette année ne sera que de 21 au lieu des 25 prévus, en raison d'un nombre de départs inférieur aux prévisions en 2016 et début 2017. L'achat de l'équipement pour quatre aspirants non engagés sera économisé et peut dès lors être proposé en compensation.

			Budget	Crédit suppl.
2410.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	564'900.-	CHF 2'800.-
2410.314	Entretien des biens immobiliers	CHF	86'400.-	CHF 17'100.-
2410.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	CHF	401'900.-	CHF -19'900.-

Réparation de la réception de l'Hôtel de police

Le 28 février 2017, un individu a fortement endommagé la vitrine blindée située à l'entrée de l'Hôtel de police, ainsi qu'un interphone, au moyen d'un pavé prélevé sur un chantier à proximité.

Les réparations nécessaires ne peuvent être assumées par le budget courant. En guise de compensation, il est proposé la rubrique 2410.315 qui prévoit la réparation d'installations, compte tenu du fait que certaines de ces installations sont actuellement sous garanties.

			Budget	Crédit suppl.
2410.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	564'900.-	CHF 3'800.-
2410.318	Autres prestations de tiers	CHF	1'083'900.-	CHF 50'400.-
2410.439	Autres recettes	CHF	-214'000.-	CHF -54'200.-

Campagne de prévention alcool

Le Corps de police a élaboré une campagne de prévention ciblée sur la surconsommation d'alcool.

La campagne consiste à la production d'un clip vidéo, lequel sera diffusé sur les réseaux sociaux, accompagné d'un sondage. Des dépliants et du matériel de prévention seront également produits et distribués par des équipes d'animation gérées par des associations actives dans la lutte contre l'alcoolisme et les maladies sexuellement transmissibles.

Le Département cantonal de la santé publique, Région Lausanne et Prévention suisse de la criminalité participent à ce projet à hauteur de la compensation des crédits supplémentaires demandés.

250 Service de protection et sauvetage

2500 Secours et incendie

			Budget	Crédit suppl.
2500.301	Traitements	CHF	19'378'800.-	CHF 68'100.-
2500.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF	1'646'200.-	CHF 5'800.-
2500.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF	2'827'000.-	CHF 9'200.-

Transfert d'une employée du Service d'organisation et d'informatique au Service de protection et de sauvetage

Une employée a vu son activité au Service d'organisation et d'informatique interrompue. Elle a par la suite poursuivi son activité en effectuant un stage au Service de protection et sauvetage, stage qui s'est révélé concluant. Afin de permettre de transférer l'intéressée, il s'avère nécessaire d'adapter les plans des postes des services concernés ainsi que de transférer le financement en découlant, objet de la présente demande.

Voir aussi sous 2501 « Protection civile » et 4910 « Service d'organisation et d'informatique ».

			Budget		Crédit suppl.
2500.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	105'400.-	CHF	22'500.-
2500.314	Entretien des biens immobiliers	CHF	447'300.-	CHF	117'500.-
2500.451	Participation du Canton aux charges	CHF	-8'722'100.-	CHF	-140'000.-

Transformation de la caserne des sapeurs-pompiers

Le Service de protection et de sauvetage (SPSL) et l'Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud (ECA) ont travaillé en commun sur un projet visant à trouver des synergies entre leurs centrales d'alarmes respectives. Il ressort de ces discussions qu'un certain nombre de transformations s'avèrent nécessaires dans la caserne de la rue de la Vigie 2, travaux dont le coût sera assumé par l'ECA. Une première estimation de ces travaux a été faite au printemps 2016. Toutefois, sur la base des devis rentrés, il s'avère que le coût de ceux-ci sera finalement plus élevé que prévu. Ces éléments n'étant pas connus lors de l'élaboration du budget 2017, un crédit supplémentaire s'avère dès lors indispensable afin de permettre de réaliser l'ensemble des travaux dans les délais convenus avec l'ECA.

			Budget		Crédit suppl.
2500.318	Autres prestations de tiers	CHF	63'700.-	CHF	55'000.-
2500.434	Redevances et prestations facturées	CHF	-2'079'400.-	CHF	-55'000.-

Etude dans le cadre du développement de la défense incendie dans l'agglomération lausannoise

En 2013, l'Etablissement cantonal d'assurance (ECA) a initié un projet appelé VIDIS 20-25 (vision intégrée de la défense incendie dans l'agglomération lausannoise à l'horizon 2020-2025). Ce projet vise à analyser la situation actuelle, à en définir les faiblesses et à cerner les besoins en tenant compte de l'évolution démographique et d'une analyse du risque appliquée à l'ensemble de l'agglomération lausannoise.

Afin de mettre en place ce projet de manière optimale et d'en appréhender tous les aspects, il s'avère maintenant nécessaire de mandater un consultant qui puisse accompagner le comité de pilotage dans cette démarche, ceci afin d'étudier la typologie et la quantification des risques actuels et futurs, les contraintes légales (droit du travail, standard de sécurité), les contraintes externes (trafic d'agglomération, lieu et nature des interventions des sapeurs-pompiers), les contraintes opérationnelles (tranches horaires, piquet, service minimum) ainsi que des opportunités d'optimisation de la démarche du service.

Cofinancé à parts égales entre la Ville de Lausanne et l'ECA, cet accompagnement n'était pas connu lors de l'élaboration du budget, raison pour laquelle un crédit supplémentaire s'avère indispensable afin de couvrir cette dépense non prévue. Celle-ci peut toutefois être totalement compensée par une recette supplémentaire consécutive à une mise à disposition plus importante que prévu d'instructeurs à l'école latine des sapeurs-pompiers professionnels.

			Budget		Crédit suppl.
2500.319	Impôts, taxes et frais divers	CHF	77'900.-	CHF	1'870'000.-
2500.439	Autres recettes	CHF	-25'000.-	CHF	-1'870'000.-

Ecole latine des sapeurs-pompiers professionnels (ELSPP)

Le Service de protection et sauvetage (SPSL) a repris, courant 2016, la gestion de l'Ecole latine des sapeurs-pompiers professionnels (ELSPP) pour le cursus se déroulant du 1^{er} septembre 2016 au 12 mai 2017.

Dans l'attente de la création de l'Académie latine des sapeurs-pompiers dans le courant de l'été 2017, qui sera gérée de manière autonome, la Ville de Lausanne, en tant que trésorière de l'ELSPP, doit s'acquitter de certaines charges afin de pourvoir au fonctionnement de l'école. Un

crédit supplémentaire 2^e série 2016 avait déjà été demandé afin de couvrir les besoins de l'ELSP pour 2016, il convient maintenant d'octroyer le financement qui permettra de gérer la seconde partie de l'école.

Le crédit demandé pour la seconde partie de l'école est plus conséquent et s'explique principalement du fait que la facturation des honoraires pour la mise à disposition du personnel pour la formation et l'encadrement intervient en fin de cursus. Ces honoraires sont intégralement financés par l'écolage qui est refacturé aux partenaires, raison pour laquelle le crédit présenté est entièrement compensé.

Dans un but de cohérence, s'agissant de charges indirectement liées au SPSL, il a été décidé de regrouper toutes les charges et recettes de l'ELSP dans une seule nature. Cette façon de procéder permet également de s'assurer aisément que l'opération reste neutre dans les comptes de la Ville.

Le budget global de l'école n'étant pas connu au moment de l'élaboration du budget 2017, il n'a pas été possible d'inclure la charge et la recette correspondante dans le budget du SPSL, un crédit supplémentaire entièrement compensé s'avère dès lors indispensable.

2501 Protection civile

		Budget	Crédit suppl.
2501.301	Traitements	CHF 2'816'700.-	CHF -40'200.-
2501.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 224'300.-	CHF -3'400.-
2501.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF 355'400.-	CHF -5'400.-

Voir détail sous la rubrique 2500 « Service de protection et de sauvetage », demande « Transfert d'une employée du Service d'organisation et d'informatique au Service de protection et de sauvetage ».

2502 Groupe sanitaire

		Budget	Crédit suppl.
2502.301	Traitements	CHF 4'808'100.-	CHF 19'600.-
2502.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 414'300.-	CHF 1'700.-
2502.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF 676'200.-	CHF 3'700.-
2502.305	Assurance-accidents	CHF 45'200.-	CHF 200.-
2502.436	Dédommagements de tiers	CHF -40'300.-	CHF -9'600.-

Remplacement d'une ambulancière durant son congé maternité

Afin de pallier l'absence d'une ambulancière à 50% prochainement en congé maternité, il s'avère nécessaire d'augmenter le taux d'activité de deux collaborateurs travaillant à temps partiel pour permettre aux ambulances de maintenir l'effectif prévu dans la convention avec le Service de la santé publique.

Cette absence n'étant naturellement pas connue au moment de l'élaboration du budget 2017, un crédit supplémentaire s'avère nécessaire afin de couvrir les traitements liés à ce remplacement. Cette dépense est partiellement compensée par la perception d'allocations pour perte de gain maternité.

3. SPORTS ET COHESION SOCIALE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES			TOTAL PAR NATURE	
		3922 Unités prestations	3930 Administration du service	3934 Emploi Lausanne		
NATURE	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations		14'900	16'200	31'100
	316	Loyers et redevances d'utilisation			-16'200	-16'200
	318	Autres prestations de tiers		-5'000	-9'900	-14'900
	Total des charges		0	9'900	-9'900	0
	480	Prélèvements sur les réserves	-168'000			-168'000
	Total des revenus		-168'000	0	0	-168'000
TOTAL SPORTS ET COHESION SOCIALE		-168'000	9'900	-9'900	-168'000	
Page du préavis		page 11	page 11	page 12		

392 Service social Lausanne - CSR

3922 Unités prestations

		Budget	Crédit suppl.
3922.480	Prélèvements sur les réserves	CHF 0.-	CHF -168'000.-

Voir détail sous la rubrique 4910 « Service d'organisation et d'informatique », demande « Dossiers Service social Lausanne (SSL) : évolution – module AccOrS ».

393 Service du travail

3930 Administration du service

		Budget	Crédit suppl.
3930.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF 5'700.-	CHF 14'900.-
3930.318	Autres prestations de tiers	CHF 19'100.-	CHF -5'000.-

OPTIMISO – acquisition de modules complémentaires

Depuis quelques années, les exigences posées par les organes de certifications du bureau d'emploi Lausanne (EL) ont fortement augmenté. Ces contraintes induisent la création de nombreux outils encore inusités il y a 5 ans. Aujourd'hui, le management par processus et sa cartographie, la gestion des risques, le système de contrôle interne et d'autres outils sont des incontournables.

Sur ce modèle, le Service du travail va, progressivement, assurer la gestion générale des tâches transversales pour l'intégralité de ses unités.

Le budget d'EL prévoyait un budget d'intervention de tiers pour la définition et la mise en service. La mise sur le marché, par le fournisseur, de la dernière version du logiciel, dite OPTIMISO NEXT, induit le remplacement d'une partie importante du travail de configuration par de nouveaux modules configurables par le client final.

Voir aussi sous 3934 « Emploi Lausanne ».

3934 Emploi Lausanne

		Budget		Crédit suppl.	
3934.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	124'400.-	CHF	16'200.-
3934.316	Loyers et redevances d'utilisation	CHF	716'500.-	CHF	-16'200.-

Acquisition du matériel informatique « en leasing » par le programme d'emploi temporaire IT4Net

Dans le cadre des activités du programme d'emploi temporaire IT4Net, le Service du travail administre et entretient un réseau informatique complet hors du cadre « RECOLTE/SOI ». Les postes de travail liés à cette infrastructure faisaient l'objet d'un leasing dont l'échéance était fixée au 31 décembre 2016.

Compte tenu de l'état très satisfaisant de ces machines et du futur déménagement de IT4Net, au premier trimestre 2019 dans les locaux de Sévelin 10-16, le Service du travail a sollicité du fournisseur une offre de rachat qui s'est avérée économiquement plus avantageuse que la prolongation du leasing initialement prévue.

La présente demande de crédit supplémentaire formalise, par compensation totale, ladite acquisition de matériel informatique.

		Budget		Crédit suppl.	
3934.318	Autres prestations de tiers	CHF	252'700.-	CHF	-9'900.-

Voir détail sous la rubrique 3930 « Administration du service », demande « OPTIMISO - acquisition de modules complémentaires ».

4. LOGEMENT, ENVIRONNEMENT ET ARCHITECTURE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES	
		4910 Service d'organisation et d'informatique	TOTAL PAR NATURE
NATURE	301 Traitements	-27'900	-27'900
	303 Cotisations aux assurances sociales	-2'400	-2'400
	304 Cotisations à la caisse de pensions	-3'800	-3'800
	318 Autres prestations de tiers	168'000	168'000
	Total des charges	133'900	133'900
TOTAL LOGEMENT, ENVIRONNEMENT ET ARCHITECTURE		133'900	133'900
Page du préavis		page 13	

4910 Service d'organisation et d'informatique

		Budget	Crédit suppl.
4910.301	Traitements	CHF 10'575'100.-	CHF -27'900.-
4910.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 906'800.-	CHF -2'400.-
4910.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF 1'518'700.-	CHF -3'800.-

Voir détail sous la rubrique 2500 « Service de protection et de sauvetage », demande « Transfert d'une employée du Service d'organisation et d'informatique au Service de protection et de sauvetage ».

		Budget	Crédit suppl.
4910.318	Autres prestations de tiers	CHF 3'047'200.-	CHF 168'000.-

Dossiers Service social Lausanne (SSL) : évolution – module AccOrS

Le SSL souhaite faire évoluer sa plateforme de gestion centralisée de ses usagers en y incluant un nouveau module AccOrS permettant l'accueil et l'orientation sociale. Tous les nouveaux usagers se rendent en premier lieu à la permanence de l'Unité info sociale du SSL avant d'être orientés plus loin dans notre service. La complexité des analyses et la diversité des orientations que doivent effectuer les assistants sociaux de cette unité ne cessent d'augmenter, une solution informatique devient donc indispensable afin d'être en mesure de répondre de manière efficiente aux besoins des usagers.

En effet, le service n'a actuellement ni outil moderne permettant aux collaborateurs de saisir les éléments de l'évaluation réalisée par les assistants sociaux lors des entretiens de permanence, ni de fonctionnalités d'aide à la décision permettant d'assurer une orientation rapide de l'utilisateur, au plus proche de ses besoins. L'ensemble de ces étapes d'accueil et d'évaluation sont réalisées

à l'aide de divers formulaires manuscrits fastidieux à compléter et ne donnant pas la possibilité d'historiser les passages de l'utilisateur dans notre centre social régional ainsi que les données statistiques.

Le Service d'organisation et d'informatique (SOI), mandaté pour faire évoluer la solution informatique (Dossiers SSL), doit pouvoir faire appel à des ressources extérieures afin de répondre à cette demande estimée à CHF 168'000.-. Le projet sera composé d'un développeur et d'un architecte interne au SOI complété de deux développeurs externes. Des estimations précises, tâche par tâche permettent d'établir un effort de 240 jours-homme, dont 90 jours-homme assumés en interne.

Voir aussi sous 3922 « Service social Lausanne – CSR ».

5. ENFANCE, JEUNESSE ET QUARTIERS

Aucune demande.

6. FINANCES ET MOBILITE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES	
		6920 Service des routes et de la mobilité	TOTAL PAR NATURE
NATURE	301 Traitements	-190'800	-190'800
	303 Cotisations aux assurances sociales	-16'400	-16'400
	304 Cotisations à la caisse de pensions	-27'300	-27'300
	Total des charges	-234'500	-234'500
	410 Patentes, concessions	180'600	180'600
	427 Revenus des biens du patrimoine administratif	290'000	290'000
	Total des revenus	470'600	470'600
TOTAL FINANCES ET MOBILITE		236'100	236'100
Page du préavis		page 15	

6920 Service des routes et de la mobilité

		Budget	Crédit suppl.
6920.301	Traitements	CHF 19'989'300.-	CHF -190'800.-
6920.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 1'719'700.-	CHF -16'400.-
6920.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF 2'717'000.-	CHF -27'300.-
6920.410	Patentes, concessions	CHF -200'000.-	CHF 180'600.-
6920.427	Revenus des biens du patrimoine administratif	CHF -24'529'000.-	CHF 290'000.-

Voir détail sous la rubrique 2200 « Commerce, manifestations, séjour », demande « Transfert de l'activité de gestion des procédés de réclame ».

7. SERVICES INDUSTRIELS

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES				TOTAL PAR NATURE
		70 Secrétariat général	76 Electricité	77 Multimédia	78 Service commercial	
NATURE	301 Traitements	177'200			-177'200	0
	303 Cotisations aux assurances sociales	15'300			-15'300	0
	304 Cotisations à la caisse de pensions	25'900			-25'900	0
	305 Assurance-accidents	4'100			-4'100	0
	311 Achats d'objets mobiliers et d'installations		564'400			564'400
	319 Impôts, taxes et frais divers			120'000		120'000
	Total des charges	222'500	564'400	120'000	-222'500	684'400
	436 Dédommagements de tiers	-3'100			3'100	0
	438 Prestations facturées aux crédits d'investissements		-564'400			-564'400
	480 Prélèvements sur les réserves			-120'000		-120'000
	Total des revenus	-3'100	-564'400	-120'000	3'100	-684'400
TOTAL SERVICES INDUSTRIELS	219'400	0	0	-219'400	0	
Page du préavis	page 16	page 16	page 16	page 17		

70 Secrétariat général

		Budget		Crédit suppl.	
70.301	Traitements	CHF	3'994'700.-	CHF	177'200.-
70.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF	339'400.-	CHF	15'300.-
70.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF	437'300.-	CHF	25'900.-
70.305	Assurance-accidents	CHF	91'400.-	CHF	4'100.-
70.436	Dédommagements de tiers	CHF	-452'600.-	CHF	-3'100.-

Transfert de budget dans le cadre du transfert de deux collaborateurs

Deux ept (un chef de projet et une assistante) ayant été transféré du Service commercial (SILCOM) au Secrétariat général (SGSIL) dans une perspective d'optimisation de l'organisation des SIL, le budget doit être adapté en conséquence.

Voir aussi sous 78 « Service commercial ».

76 Electricité

		Budget		Crédit suppl.	
76.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF	2'046'400.-	CHF	564'400.-
76.438	Prestations facturées aux crédits d'investissements	CHF	-6'253'600.-	CHF	-564'400.-

Prestations des Services industriels (SIL) : éclairage sportif du Centre sportif de la Tuilière et éclairage du cheminement piétonnier

Dans le cadre de la construction du Centre sportif de la Tuilière, la Division éclairage public des SIL va réaliser, superviser et assurer l'homologation de l'éclairage sportif des neuf terrains de football. Les SIL effectueront la pose et le raccordement des luminaires sur le cheminement piétonnier traversant le site de la Tuilière selon le plan d'aménagement du bureau d'architecture mandaté. Afin de répondre aux besoins des usagers et aux critères environnementaux souhaités, nous avons prévu d'équiper ces candélabres d'un système de gestion dynamique.

Les prestations actuelles fournies au Service des sports par la Division éclairage public des SIL consistent à assurer la maintenance des installations. La réalisation de cet objet nous permettra d'élargir la palette des services et prestations pour la Ville de Lausanne.

77 Multimédia

		Budget		Crédit suppl.	
77.319	Impôts, taxes et frais divers	CHF	2'995'800.-	CHF	120'000.-
77.480	Prélèvements sur les réserves	CHF	-2'090'000.-	CHF	-120'000.-

Augmentation des droits d'auteurs pour la distribution du télé-réseau

Le tarif de la redevance pour la distribution d'œuvres protégées dans les réseaux de communication est arrivé à expiration à la fin 2016.

Le Service multimédia a été informé d'une augmentation des droits d'auteurs dus dès le 1^{er} janvier 2017 estimée à CHF 120'000.- pour 2017. L'augmentation par abonné est de CHF 0.16 par mois (la taxe forfaitaire par abonnement pour l'offre de radio et de télévision augmente de CHF 2.18 à CHF 2.34).

Cette hausse n'était pas connue lors de l'élaboration du budget 2017.

Cette dépense sera compensée par un prélèvement dans le fonds de péréquation du Service multimédia.

78 Service commercial

			Budget	Crédit suppl.
78.301	Traitements	CHF	8'334'000.-	CHF -177'200.-
78.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF	715'400.-	CHF -15'300.-
78.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF	1'197'800.-	CHF -25'900.-
78.305	Assurance-accidents	CHF	189'600.-	CHF -4'100.-
78.436	Dédommagements de tiers	CHF	-212'700.-	CHF 3'100.-

Voir détail sous la rubrique 70 « Secrétariat général », demande « Transfert de budget dans le cadre du transfert de deux collaborateurs ».

* * *

B. AUTORISATIONS D'ACHATS

	DIRECTIONS							TOTAL PAR NATURE
	Culture et développement urbain	Sécurité et économie	Sports et cohésion sociale	Logement, environnement et architecture	Enfance, jeunesse et quartiers	Finances et mobilité	Services industriels	
Véhicules, machines et matériel	0	0	0	0	0	0	22'000	22'000
Total	0	0	0	0	0	0	22'000	22'000
	page	page	page	page	page	page	page 17	

7. SERVICES INDUSTRIELS**71 Finances, administration et développement**

			Budget	Crédit suppl.
71.146	Véhicules, machines et matériel	CHF	275'100.-	CHF 22'000.-

Remplacement d'un véhicule de service accidenté

Le Service multimédia doit remplacer le véhicule Dacia Duster VD 357'238 (première mise en circulation le 27 juin 2013) à la suite d'un accident qui a eu lieu en date du 11 juillet 2016. Le véhicule a été vendu par le Service achat et logistique Ville à la fin de l'année 2016 pour un montant de CHF 2'200.-.

Ce véhicule est indispensable à l'activité du groupe construction drop et branchements clients du Service multimédia.

A vu de ce qui précède, le Service multimédia demande l'autorisation de remplacer le véhicule susmentionné par l'achat d'un véhicule de même type.

* * *

C. CREDITS D'INVESTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF

1. CULTURE ET DEVELOPPEMENT URBAIN

1103 Secrétariat municipal

		Crédit voté		Crédit compl.	
1103.509.1343	Remplacement de l'application informatique du Registre civique	CHF	200'000.-	CHF	50'000.-

Les objectifs du remplacement de l'application Registre civique sont les suivants : changement de technologie pour limiter le risque d'exploitation de la solution actuelle devenue très obsolète ; fusion de l'application Registre civique « suisse » et Suisses de l'étranger ; accès direct sur la base de données du contrôle des habitants (BDCH) afin d'assurer que les mutations soient toutes utilisées pour ajuster les droits civiques.

Au cours des phases successives de développement et des tests menés par les utilisateurs, de nouvelles demandes d'amélioration du logiciel ont surgi.

2. SECURITE ET ECONOMIE

291 Service de l'eau

		Crédit voté		Crédit compl.	
2911.501.8000	Rénovation et extension réseau des collecteurs publics 2014	CHF	2'215'000.-	CHF	3'700.-

Un dépassement a été constaté sur le chantier Rhodanie 2^e étape en raison de difficultés de fouille nécessitant plus de creuses à la main et un élargissement de la fouille dans le carrefour avenue de Rhodanie – avenue des Bains. Une partie du dépassement (CHF 3'700.-) n'a pas pu être compensée par les économies réalisées sur d'autres chantiers planifiés dans le crédit-cadre annuel 2014.

* * *

CONCLUSION

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2017/17 de la Municipalité, du 4 mai 2017 ;

où le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

d'accorder la première série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2017, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif, à savoir :

A. Budget de fonctionnement	CHF	<i>Revenus de fonctionnement</i> CHF
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 2 du préavis)</i>	<u>3'170'800.00</u>	<u>3'066'700.00</u>
B. Autorisations d'achats		<i>Recettes</i>
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 17 du préavis)</i>	<u>22'000.00</u>	<u>0.00</u>
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		<i>Recettes d'investissement</i>
Total des crédits complémentaires <i>(détail en page 18 du préavis)</i>	<u>53'700.00</u>	<u>0.00</u>

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Grégoire Junod

Le secrétaire :
Simon Affolter